

## Quels sont les risques ?

Vivre implique un risque majeur mais inévitable pour tout humain, la mort, qui en réalité n'est pas une perte de l'existence mais seulement un changement de forme.

Malgré cet aspect fondamental de notre essence, les humains du vingt et unième siècle sont la plupart du temps préoccupés par des risques bien plus secondaires, risque d'accident, risque dans les placements financiers, risque de conflit, risque naturel, risque d'infection, et tant d'autres. Nombre d'humains se comportent d'ailleurs comme si la vie terrestre et l'existence ne se distinguaient pas l'une de l'autre et courent sans penser d'une réalisation à l'autre, d'une jouissance à l'autre pour remplir au mieux cette trop courte « existence ».

Un des risques qui, dans les derniers mois, a retrouvé une importance centrale dans les débats de société, est le risque de la technologie nucléaire de production d'énergie.

Il y a dans les débats un étrange manque de rigueur dans l'analyse du risque. Longtemps les promoteurs de l'énergie nucléaire n'ont parlé que de la fréquence du risque dans le sens de la probabilité d'un événement indésirable majeur par rapport au nombre d'années de fonction d'une installation. L'accident de Tchernobyl et celui de Fukushima nous montrent de façon caricaturale qu'il ne faut pas considérer que la fréquence, qui semble avoir été manifestement sous-estimée, mais encore la portée du risque. Là aussi d'aucuns ont une fâcheuse tendance à se voiler la face en ne prenant en compte que la surface du globe terrestre qui, d'une façon plus ou moins arbitraire, est déclarée impropre à la vie humaine, à la production agricole et à toute autre activité pour un certain nombre de générations. Tout est comme si les radio-isotopes qui suite à ces accidents, tout comme d'ailleurs suite à l'impressionnante quantité d'explosions nucléaires expérimentales réalisées par l'URSS, les USA, la Grande Bretagne, la France, Israël, la Chine, l'Inde, le Pakistan, la Corée du Nord pour « garantir à long terme la liberté et l'indépendance de leur nation respective », n'avaient qu'une importance mineure, car la radioactivité mesurable à un point éloigné de la terre n'excède que rarement une dose par unité de temps considérée comme causant un risque aigu pour l'humain. C'est aussi oublier là que l'exposition aux radiations ionisantes à une dose sous-liminale quant au risque aigu peut par effet stochastique aussi bien déclencher le processus tumoral chez certains individus que créer des lésions du génome qui dans nombre de cas ne se manifesteront peut-être que dans une ou deux générations, sans que la relation de cause à effet ne puisse être clairement démontrée, ni avec la survenue d'une tumeur ni avec celle d'une malformation ou d'un dysfonctionnement. En acceptant plus ou moins consciemment, soit simplement par fatalisme ou plus encore en raison des intérêts financiers à court terme, certains risques immédiats considérés comme limités pour nous-mêmes, nous négligeons donc non seulement le risque que l'instabilité des sociétés humaines puisse créer des problèmes potentiels majeurs en relation avec la gestion des déchets radioactifs à très longue demi-vie, mais aussi les risques génétiques et oncogènes à moyen et long terme.

Lorsque qu'on parle de risque, il faut donc à la fois considérer la fréquence, la portée, le risque non seulement pour soi-même mais aussi pour les autres, le risque à court, à moyen, à long terme. Comme la prise de risque représente aussi une condition sine qua non de certains succès, il y d'autre part lieu de pondérer l'ensemble des risques et des chances.

La mode du management moderne a permis l'émergence d'une forme particulière de conseillers qui se gaugent d'identifier et de contribuer à la prévention des risques. Cette catégorie de parasites de l'entrepreneuriat moderne présente malheureusement une caractéristique universelle des parasites : ils ne soustraient à leur hôte par unité de temps qu'une quantité tolérable de substance, sinon ils risqueraient de disparaître avec l'organisation qui les nourrit. Les conseillers en risques ne sont donc en aucun cas indépendants des considérations financières, qui souvent à court terme, conduisent à une pondération faussée des risques. Telle est la situation que nous vivons actuellement avec nos représentants politiques partiellement financés par les industriels de la production d'énergie, avec nos autorités de surveillance où agissent d'anciens employés de cette même industrie, avec les experts universitaires qui bénéficient de ses largesses pour le financement de leurs recherches. Nul ne crache dans la main de celui qui lui fait l'aumône.